

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

On ne parle que de Donald Trump et de ses droits de douane, qui bouleversent toute la communauté internationale. Les journalistes et adversaires de tous poils se répandent en imprécations à l'encontre de l'affreux rouquin.

Les droits de douane sont des outils qui servent à protéger les producteurs nationaux contre la concurrence de produits importés et permettent d'engendrer des recettes fiscales bienvenues.

Ces dernières décennies, on a cherché par tous les moyens à supprimer les barrières entravant les mouvements de marchandises afin d'organiser un marché global. La Chine et l'Inde, avec une population de plus de deux mille millions d'individus et le salaire moyen d'un ouvrier ne dépassant pas les 350 euros, se sont positionnées naturellement comme les principaux acteurs de la manufacture de produits de consommation.

Une des conséquences est évidemment l'augmentation du transport de fret et son corollaire, les émissions de gaz à effet de serre, une des causes probables du changement climatique.

Le locataire de la Maison-Blanche a été élu par les Américains, pour le

bien des Américains. Or quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les Etats-Unis? Une dette abyssale, une concurrence économique féroce, une forte dépendance vis-à-vis de l'Asie pour le refinancement de la dette et des dépenses publiques pharaoniques.

Afin de pouvoir tenir ses promesses électorales et revaloriser le pouvoir d'achat des Américains les plus défavorisés, Trump doit trouver un subtil équilibre entre maîtrise de l'inflation, baisse des taux d'intérêts, refinancement de la dette américaine au meilleur prix, chasse au gaspillage des deniers publics et, surtout, soutien aux entreprises nationales.

Pour y parvenir, le président américain joue sur les effets d'annonce, prend des mesures extrêmes et attend les réactions de ses partenaires commerciaux pour se tailler des accords bilatéraux sur mesure au cas par cas.

Mais on pourrait voir les mesures prises par le président américain comme une occasion salutaire de changer la donne et de revenir à une économie locale, avec des produits, certes plus chers, mais aussi plus durables. Quelle nécessité y a-t-il de manger du raisin en mars ou des fraises en janvier? Pourquoi nos téléphones ne pourraient-ils pas être

modulaires, offrant la possibilité à l'utilisateur de changer les pièces défectueuses ou obsolètes au lieu de l'appareil en entier? Pour quelle raison les lave-linge ont-ils une vie utile de huit ans aujourd'hui, alors qu'ils pouvaient durer trente ans il n'y a pas si longtemps?

Le modèle économique dans lequel nous vivons est en parfaite adéquation avec la logique de consommation frénétique et la nécessité de possession névrotique qui nous sert de placebo contre l'angoisse insupportable du vide de nos valeurs. Lorsque je posséderai tel machin, je serai enfin heureux... Les seuls bénéficiaires de cette situation sont les psys de tous poils, dont les cabinets se multiplient.

Michel Paschoud

Le Pamphlet

Case postale 998,

1001 Lausanne

courrier@pamphlet.ch

Directeur de publication:

Michel Paschoud

ISSN 1013-5057



Le négationnisme climatique change de camp

Qui met en question l'alarmisme climatique et sa doctrine anthropogénique se fait traiter ipso facto de négationniste. Peu importe les nuances, le moindre faux pas fait de vous un horrible criminel car la référence au déni des exactions du régime nazi est évidente; c'est pour avilir que ce terme est utilisé à l'endroit de ceux qui ne s'alignent pas sur la doxa climatiste.

Pourtant, qui sont ceux qui nient la science en évitant d'en souligner les lacunes et les incertitudes? Si Greta Thunberg pouvait ne rien connaître de la climatologie, et donc dire des bêtises, les gardiens du Temple ont si bien établi leurs boutiques qu'il leur faut empêcher d'investiguer ce qui pourrait porter atteinte à leurs convictions; sinon, leur édifice s'effondrerait. Et si vous posez des questions? eh bien cela devient un délit d'opinion.

Alors que le premier groupe de travail du GIEC¹ présente l'état de la science climatique de la manière la plus large possible, les deux autres² opèrent un travail sélectif de conjectures et de spéculations dont le but est de fonder et justifier des politiques. Il n'y a rien de scientifique dans ces études remplies de sophismes, en particulier lorsqu'il s'agit de préférer les plus ruineuses mesures d'atténuation (le but de net zéro carbone) à l'adaptation au changement qui se produira tout de même. La contrainte y est aussi prônée par le biais d'un budget carbone imposé et arbitraire.

La science offre du grain à moudre à des trafiquants pour mésuser des modèles complexes afin de simuler l'évolution du climat selon diverses hypothèses et scénarii. Qu'en font-ils? Ils en évitent sciemment les limites et les incertitudes scientifiques, car celles-ci rendent les modèles impropres à l'extrapolation. Par exemple, alors que les vitesses de réchauffement calculées sont vastement exagérées, cette trop haute sensibilité aux émissions de gaz à effet de serre sera couplée à des scénarii irréalistes³ pour décrire un futur insoutenable. Dites-moi le résultat désiré je vous en concocterai une étude (sic) solide.

Autre exemple: attribuer un événement météorologique singulier au changement climatique est devenu monnaie courante alors que c'est une impossibilité dans l'état actuel de la science. D'une part, le climat n'est pas une cause mais une résultante à très long terme de toutes sortes de facteurs, dont les activités humaines font bien sûr partie. Et d'autre part, comme le système est chaotique et de très haute variabilité, un événement peut ou non se produire sans qu'il soit possible de l'attribuer à une seule des multiples perturbations⁴ entrant en jeu. Malgré cet état de fait bien connu des climatologues, les Diafoirus de service le nient ou l'ignorent sciemment pour, à chaque événement, suggérer doctement une relation de cause à effet entre changement climatique anthropogène et malheur vécu. Ce négationnisme antiscientifique est

devenu doxa officielle, mensonge répété à l'envi tant par le présentateur de la météo à la télé (renvoyé s'il ne se laisse pas corrompre) que par le secrétaire de l'Organisation des Nations Unies qui n'a vraisemblablement rien d'autre à faire.

On peut se moquer des quelques platonistes qui feraient le tour du monde pour clamer que la Terre n'est pas ronde, mais on ne peut ignorer les mauvaises intentions de la part de politiciens et d'intellectuels menteurs et irresponsables à propos de l'alarmisme climatique. Agrémentés de leurs postures moralisantes, ce n'est pas à la hauteur des défis qui nous sont posés.

Michel de Rougemont

<https://blog.mr-int.ch>

¹ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ou GIEC (en anglais Intergovernmental panel on climate change ou IPCC) chargé d'évaluer l'ampleur, les causes et les conséquences du changement climatique en cours.

² WG II dédié aux impacts, à l'adaptation et à la vulnérabilité, et WG III aux mesures d'atténuation.

³ Le fameux *pathway* SSP5-8.5 qui est systématiquement présenté comme le courant normal, « *business as usual* » si rien n'était entrepris, ce qui est un mensonge. Il suppose un triplement des émissions en 2075, totalement irréaliste, mais qui permet de produire des diagrammes magnifiquement alarmants, avec un réchauffement moyen de 3.3 à 5.7 °C vers la fin du siècle.

⁴ Voir à ce sujet un récent article paru dans *Nature* qui montre que les précipitations dans le bassin méditerranéen ont une haute variabilité dans le temps et l'espace et que des épisodes de sécheresse ou d'inondation ne suivent pas de tendance à long terme. <https://doi.org/10.1038/s41586-024-08576-6>.

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Trottez sur la route.» Dites: «Trottinettez sur la route.»

«Trottez sur la route» est le slogan qu'on peut lire, depuis quelque temps, sur une affiche de prévention émanant de la police cantonale vaudoise, qui fleurit sur les espaces publicitaires de notre canton, dans le but louable et fort judicieux de rappler aux amateurs de trottinettes électriques les règles auxquelles ils doivent se plier.

Je ne trouverais donc rien à redire à cette initiative, n'était l'emploi du verbe trotter.

Une personne qui trotte marche «à petits pas courts et pressés», selon le Robert.

Le premier enfant en bas âge venu vous le confirmera: un adulte qui marche normalement en le tenant par la main l'oblige, du fait de ses petites jambes, à trotter à ses côtés, ce qui, en dépit d'une étymologie commune, n'a rien à voir avec le

véhicule électrique objet de la sollicitude de la police cantonale.

C'est pourquoi, attachant une grande importance à l'exactitude, je propose d'utiliser le néologisme *trottinetter* pour désigner les exploits, parfois dangereux, des *trottinettistes*.

Je doute qu'une autorité policière m'entende. Mais on peut toujours essayer.

Le pinailleur

Bricoles

Un intéressant personnage

Un quinquagénaire tunisien, «accro au social», s'est vainement opposé jusqu'au Tribunal fédéral à la décision de renvoi prononcée contre lui¹. Pourtant, les motifs invoqués pour justifier cette décision d'expulsion inique étaient bien légers: il n'était au chômage que depuis 2003, ne recevait l'aide sociale que depuis vingt ans, ne cumulait que 240'000 francs de poursuites et n'avait été condamné à plusieurs reprises que pour des escroqueries, des lésions corporelles, des menaces et du vol; des peccadilles, donc, au regard du fait que ce vertueux étranger est en mauvaise santé et père de deux enfants.

Mon cœur saigne devant cette tragédie, mais je me console à la pensée que notre Tunisien trouvera aide et protection auprès de la Cour européenne des droits de l'homme.

Plaisanterie mise à part, que faisait encore en Suisse après trente ans ce douteux et coûteux personnage?

M.P.

¹ **20 minutes** du 17 mars.

Tutoiement

Dans le numéro du 28 mars des **4 Vérités Hebdo**¹, la rédaction cite ces propos, tenus par le président Emmanuel Macron sur les réseaux sociaux le 20 février 2025, à quelques jours de sa visite à Washington: «Je vais dire à Trump: tu ne peux pas être faible face au président Poutine. Ce n'est pas toi, ce n'est pas ta marque de fabrique, ce n'est pas ton intérêt.»

Ses *followers* ont dû être très impressionnés par le fait que M. Macron tutoie le président des Etats-Unis.

Malheureusement, comme les entretiens de Donald Trump avec ses visiteurs se déroulent en anglais, l'effet copain-copain aura été perdu.

M.P.

¹ <https://les4verites.com/>.

Ignorance

Il paraît que le président du Conseil des Etats, l'Argovien PLR Andrea Caroni, estime que la règle qui oblige les conseillers aux Etats à résider dans leur canton limite la liberté de choix des électeurs. Il juge donc cette «contrainte» obsolète¹.

Quant à l'auteur de l'entrefilet qui relate l'affaire, il rappelle «que cette règle n'est valable que pour le Conseil des Etats, pas pour le National».

En fait, cette prétendue règle est une disposition qui relève du droit cantonal. Selon les législations, les candidats au Conseil des Etats doivent

résider dans leur canton ou, à tout le moins, y emménager une fois élus.

On laissera le bénéfice du doute au rédacteur, qui n'a peut-être pas disposé d'assez d'espace pour expliquer le pourquoi de cette exigence.

Mais qu'un président du Conseil des Etats ignore que ledit conseil est censé représenter les **cantons**, et non le peuple via les partis politiques, laisse pour le moins songeur.

Si on comprend bien ce bizarre Argovien, n'importe quel candidat, n'importe quel élu, devrait pouvoir se domicilier où bon lui semble. Pour lui, les syndics et autres membres des autorités communales devraient pouvoir vivre ailleurs que dans leur commune. Il ne verrait peut-être aucun inconvénient non plus à ce que les conseillers et les parlementaires fédéraux résident qui en France, qui en Allemagne, qui en Autriche et qui en Italie.

Démocratie! Que d'absurdités on profère en ton nom!

M.P.

¹ **20 minutes** du 31 mars.

Journalisme orienté

Annonçant, dans une brève intitulée *Revers électoral pour Trump et Musk*, la victoire dans les urnes d'une dame juge du Wisconsin, **20 minutes** précisait que cette dernière était **soutenue par les Démocrates**, alors que son concurrent était **financé par Elon Musk**.

Veut-on vraiment nous faire croire que les Démocrates ne soutenaient Mme Susan Crawford que morale-

ment et qu'aucun riche démocrate n'avait mis la main à la poche pour **financer** sa campagne? Veut-on nous faire croire qu'aucun autre Républicain qu'Elon Musk ne soutenait M. Brad Schimel, rival malheureux de l'heureuse élue?

Comme il faut bien feindre l'objectivité, l'entrefilet mentionnait, pour conclure, que «le même soir, en Floride, deux circonscriptions ont été conservées par les Républicains, **mais avec des résultats moindres que Trump à la présidentielle**»¹. Des victoires toutes relatives, en somme.

On n'ose même plus souhaiter que les journalistes laissent leurs antipathies au vestiaire pour faire leur travail correctement. C'est une cause définitivement perdue.

M.P.

¹ Tous les textes en caractères gras sont soulignés par moi. M.P.

Trente-six semaines pour bébé

*L'initiative pour accorder à chaque nouveau parent un congé de 18 semaines a été lancée hier par la gauche et le Centre. Ces 36 semaines réparties équitablement doivent favoriser la vie de famille et l'accès au travail.*¹

Question: qui va payer pour cette utopique absurdité?

M.P.

¹ **20 minutes** du 3 avril.

Pas de panique!

C'est affreux! C'est horrible! C'est épouvantable! Les comptes 2024 de

l'Etat de Vaud le démontrent: le Canton est dans le rouge vif avec un déficit de 369,2 millions de francs. Ce n'est vraiment pas le moment de baisser les impôts, surtout pas de 12% comme le réclame l'initiative «Baisse d'impôts pour tous»¹.

Attendons tout de même un peu avant de sombrer dans la dépression, car les partisans déclarés de l'initiative ont reçu par WhatsApp, quelques heures avant d'ouvrir leur quotidien favori – hasard ou malice? – le communiqué suivant:

Le Conseil d'Etat a beau se donner une peine folle pour tenir un discours catastrophiste sur les finances cantonales, les faits sont têtus: les fonds propres du Canton atteignent 4,8 milliards et les recettes fiscales ont augmenté de plus de 570 millions en 2024!

Vaud a donc tout en mains pour bien gérer ses dépenses, assurer ses prestations et réduire la charge fiscale la plus lourde de Suisse de 12%, au bénéfice de ses contribuables.

Oui à une baisse d'impôts de 12% pour tous!

Le Canton doit cesser de prendre les contribuables pour des vaches à lait!

M.P.

¹ **20 minutes** du 11 avril.

Modestie

Lorsqu'un imbécile agit de façon incompréhensible, l'imbécile ne serait-il pas celui qui ne comprend pas?

X.S.

Qui veut la peau de Valérie Dittli?

La conseillère d'Etat Valérie Dittli cumule les tares: elle nous vient de Suisse allemande, elle a été soupçonnée à tort de ne pas respecter les règles en vigueur en ce qui concerne son domicile fiscal et elle a commis le péché inextinguible d'utiliser son titre de docteur sans avoir déposé à la Bibliothèque cantonale et universitaire la thèse qu'elle avait soutenue avec succès le 12 août 2021 à Lausanne.

Elle est donc dans le collimateur de ceux qui n'ont jamais péché et ne pécheront jamais.

Ce printemps, à la suite de «dysfonctionnements organisationnels, institutionnels et professionnels à la Direction générale de la fiscalité»¹, un rapport a été commandé à l'ancien

conseiller d'Etat neuchâtelois Jean Studer.

Du *Blick* à *La Nation* en passant par *Lausanne Cités*, des voix se sont élevées pour dénoncer un procès à charge, voire une chasse aux sorcières, démontrant, sur la base du rapport Studer, qu'on avait fait beaucoup de bruit pour pas grand-chose.

Je partage cette manière de voir. Voici, en effet, ce qu'on peut lire au point 147 du rapport:

Aujourd'hui, force est de constater que la collaboration entre la CDFA et la D-DGF est gravement altérée, non seulement en raison des problématiques liées aux périmètres d'activité des unes et des autres, mais aussi par des comportements et des attentes

qui ne s'inscrivent pas dans l'esprit d'entraide et de collaboration attendu.

Ah! Qu'en termes galants ces choses-là sont mises!

En fait, toute l'affaire se résume à des conflits de compétence et à des désaccords personnels entre Mme le chef du Département des finances – désormais évincée, grâce à une arabe latérale – et la directrice générale de la fiscalité.

«Une histoire de bonnes femmes!», aurait raillé un macho que j'ai bien connu.

Mariette Paschoud

¹ On doit cette élégante formulation à Wikipédia.

5

L'avis de Samantha Cougnard



Salut vieux,

Comme chaque fois que j'ai un moment de libre, et ça m'arrive pas des masses vu le boulot qu'on a en ce moment chez *Migration et climat*, je me suis dit qu'il fallait que je t'écrive pour faire bénéficier tes lecteurs de ma lumineuse clairvoyance. Et comme ça mon imbécile d'oncle pourra en bénéficier aussi, vu qu'il comprend rien de ce que je lui explique quand il vient manger chez ma mère et qu'il dit toujours que vous êtes parmi les derniers

bastions du bon sens pour contrebalancer la presse de grand chemin.

L'autre jour au boulot, on a fait un brainstorming (c'est quand on se réunit, que Jean-Pat fait des cafés et que Brian apporte des biscuits et qu'on met nos super-idées féministes, tolérantes et transversales en commun pour améliorer le monde). Là dans ce cas en particulier, c'était surtout pour savoir comment on allait trouver des sous, vu qu'on recevait surtout des fonds du programme pour le développement et que vu que Trump veut plus payer, on est raide. C'est aussi parce que la Confédération nous a demandé de rembourser la fois où ils avaient dû

payer pour nous faire libérer en Afghanistan, et c'est drôlement pas cool parce qu'on y était allé pour une cause vachement juste, et ça a fait un vieux trou dans la caisse. Donc on était là à chercher des idées, Jennifer a proposé des ventes de pâtisseries, mais elle sait pas cuisiner; Brian a suggéré qu'on renonce à nos salaires, mais ça n'a pas eu un grand succès, et Jean-Pat a dit qu'on devrait chercher des sponsors. Alors moi j'ai dit qu'il avait raison, mais que ça devrait être des sponsors obligatoires, genre que ça soit la Confédération qui s'occupe d'encaisser l'argent aux entreprises et aux riches, et qu'elle nous le verse ensuite. Du coup, on va aller à Berne

pour expliquer notre idée et voir s'ils peuvent nous verser une petite avance, parce qu'on a plus rien pour le café et les biscuits.

Mais je m'égare, ce que je voulais t'expliquer, c'est que tout ce qui arrive c'est la faute à Trump qui au lieu de mettre des droits de douane sur les montres et le chocolat, devrait aller faire la guerre à Poutine pour aider les gentils Ukrainiens à se libérer du joug (c'est classe comme mot, hein?) de la tyrannie russe. Et puis son idée de faire de la Palestine un

grand Club de Vacances, c'est nul parce que ça serait que pour des riches et on saurait pas où mettre tous ces gentils Palestiniens. Je dis pas que je suis contre Israël, ça non, parce que je suis pas antisémite, mais ils devraient essayer d'être tous copains, ça serait mieux.

L'autre jour, Jean-Pat à la cafète, il a dit qu'en fait Trump c'était un écologiste et que si on produisait tous les biens de consommation sur place ça serait beaucoup mieux pour le climat. Alors ça a fait des histoires avec

Jennifer qui est partie en pleurant parce qu'elle savait plus comment se situer avec tout ça, et que son cake à la carotte était immangeable. Je sais pas comment ça se fait que Jean-Pat il soit encore avec nous, il dit toujours des trucs qui font des histoires.

Bon j'espère t'avoir donné des clés pour mieux comprendre le monde comme il devrait être.

Ciao.

Samantha Cougnard